

**FONDATION ROBERT
SCHUMAN**

**Les attentes des citoyens à l'égard
de l'Union européenne**

Etude pour la commission des Affaires européennes du Sénat

Paris, le 22 mai 2019

Introduction : le contexte des élections	6
Les attentes des citoyens	12
1 – Un niveau record de soutien au projet européen	17
- L'appartenance à l'Union	17
- Le bénéfice de l'appartenance à l'Union	19
- L'Euro	21
- La paix toujours	23
2 – Des inquiétudes très marquées	25
- Pessimisme envers l'avenir et désintérêt envers les élections	25
- Préoccupations géopolitiques globales	26
- Angoisses internes, inquiétudes envers la montée du populisme	28
3 - De fortes attentes de politiques européennes efficaces	30
- L'immigration en recul mais toujours en tête	31
- La sécurité – la défense – le terrorisme	32
- L'économie toujours	33
- L'irruption d'une forte demande de protection de l'environnement	36
Conclusion	38

Méthodologie

Cette étude s'appuie sur une approche transdisciplinaire et plurilingue.

Dans une première étape, nous avons réalisé un état des lieux le plus exhaustif possible des sondages d'opinion réalisés au sein des 28 États membres de l'Union européenne en 2018 et 2019.

Nous nous sommes ensuite concentrés sur les données de :

- l'Eurobaromètre 2018 (décembre),
- l'Eurobaromètre du Parlement européen – *Closer to the citizens, closer to the ballot* (avril 2019),
- les conclusions sur les Dialogues citoyens et les Consultations citoyennes (avril 2019) et le Rapport du Conseil sur les consultations citoyennes (décembre 2018)¹,
- l'enquête sociale européenne, *Pew Global Attitudes* et *Gallup Poll*.

Pour mieux surprendre les tendances et les évolutions, nous faisons également référence aux données collectées dans les années précédentes.

Nous avons en outre consulté des sondages nationaux, par exemple, pour la France, le baromètre de la confiance politique et les résultats du grand débat.

Dans une deuxième phase, nous avons interrogé notre réseau de correspondants dans les 28 États membres.

L'ensemble des données ainsi collectées a été contextualisé par les experts de la Fondation.

¹ Les synthèses ont fait l'objet d'un rapport du Conseil de l'Union européenne publié en décembre 2018 <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-14535-2018-INIT/fr/pdf>, dont le contenu a été approuvé par les chefs d'État et de gouvernement lors du Conseil européen des 13 et 14 décembre, et d'un rapport de la Commission européenne publié le 30 avril 2019 https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/euco-sibiu-citizensdialogues_en.pdf

Les analyses qui suivent résultent donc de leurs appréciations et de leur interprétation. Elles ont été résumées dans le court délai imparti entre la notification de la présente commande (25 avril 2019) et la remise de ces conclusions.

LE CONTEXTE DES ELECTIONS

Les élections européennes vont se tenir du 23 au 26 mai dans un contexte d'incertitude sur l'avenir de l'Union européenne, de progression du vote populiste et nationaliste de nombreux Etats membres et d'ambivalence des électeurs envers l'Europe et le scrutin.

Le Parlement européen lui-même ne sait pas combien de députés siégeront tout au long des cinq années de législature. La participation du Royaume-Uni au scrutin, décidée dans le cadre de l'extension du processus du Brexit jusqu'au 31 octobre, a annulé la baisse prévue à 705 du nombre de députés européens.

751 députés seront élus et leur nombre sera réduit à 705 en cours de mandat dès que le Royaume-Uni quittera l'Union européenne.

- *Un Parlement européen reflet de la fragmentation politique*

Selon la [dernière projection en sièges](#) publiée par le Parlement européen le 18 avril dernier sur la base de sondages nationaux, le scrutin devrait marquer un affaiblissement des deux grands partis traditionnels, le Parti populaire européen (PPE, centre-droit) et le Parti socialiste européen (PSE, dont le groupe au Parlement s'appelle Socialistes & Démocrates, S&D). Avec respectivement 180 et 149 sièges, ils représenteraient ensemble 43,8% des sièges, contre 53,8% dans le Parlement sortant et 65% il y a 10 ans.

Inversement, l'Alliance des libéraux et démocrates (ALDE) et les Verts (Verts/ALE) verraient leurs effectifs augmenter avec respectivement 76 et 57 députés.

Les deux groupes les plus eurosceptiques, Europe des nations et des libertés (ENL) et Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD), pourraient progresser respectivement avec 62 députés et 45 députés.

La gauche radicale (GUE/NGL) pourrait recueillir 46 sièges.

A noter que la projection du Parlement européen indique un nombre élevé de députés (62) sans affiliation définie issus de partis nouveaux qui ne siégeaient pas, jusqu'alors, au Parlement. On y trouve ainsi, par exemple, les députés de la République en Marche (LREM) en France et de Vox en Espagne.

Cette évolution de la composition du Parlement européen reflèterait les tendances politiques observées au sein des États membres, dans lesquels la social-démocratie comme la démocratie chrétienne dans une moindre mesure perdent leur caractère central et où les gouvernements de coalition, de plus en plus complexes à former, deviennent la norme. Avec des coalitions à 3 partis comme, par exemple, en Finlande, 4 partis comme aux Pays Bas, voire 5 partis comme en Slovénie.

Bien qu'en progression, la poussée des partis nationalistes et eurosceptiques – auxquels peuvent être ajoutés ceux du groupe Conservateurs et réformistes européens (ECR) avec 66 députés selon les projections - ne modifierait pas fondamentalement l'équilibre politique général du Parlement européen.

La capacité du prochain Parlement à se constituer, à confirmer le Collège des Commissaires et à légiférer de manière efficace, dépendra vraisemblablement de nouvelles alliances dans un hémicycle plus fragmenté.

D'ores et déjà, les évolutions récentes des politiques européennes traduisent des demandes des opinions publiques, exprimées tant au niveau national qu'au plan européen.

- *Vers une nouvelle stratégie ?*

Lors du Conseil européen des 20 et 21 juin 2019, les chefs d'État et de gouvernement adopteront l'Agenda stratégique de l'Union pour les 5 prochaines années. Les [grandes orientations](#) ont déjà été débattues lors du sommet extraordinaire qui s'est tenu à Sibiu le 9 mai dernier, en conclusion d'un processus de réflexion sur l'avenir de l'Union lancé en 2016 à Bratislava après le vote britannique en faveur du retrait de l'Union européenne.

Elles s'articulent autour de quatre grands thèmes :

- Protéger les citoyens et les libertés
- Développer notre base économique : le modèle européen pour l'avenir
- Construire un avenir plus vert, plus équitable et plus inclusif
- Promouvoir les intérêts et les valeurs de l'Europe dans le monde

Les incertitudes liées au Brexit, les tensions commerciales internationales, l'instabilité de « l'arc de crise » allant du Sahel au Pakistan, et la contestation du modèle occidental de la démocratie représentative obligent l'Union européenne à repenser sa place et son rôle dans le monde², ainsi qu'à définir et mettre en place des outils plus adaptés à de nouveaux défis.

La révolution technologique numérique en cours soulève de nouvelles questions pour l'Europe en termes de modèle économique et de compétitivité, mais aussi de protection de l'individu et des libertés publiques, de concurrence, de fiscalité et de souveraineté.

Depuis 2016, l'Union européenne a mené une politique de défense et de sécurité plus active. Des projets de coopération et de développement de capacités militaires ont été mis en place dans le cadre de la Coopération structurée permanente et un

² Voir à ce sujet notamment l'article de Pierre Vimont dans « *Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2019* » Editions Marie B, mars 2019

« Fonds de défense européen », pouvant être doté de 13 milliards € (pour sept ans), sera mis en place à partir de 2021. Une DG « défense » pourrait voir le jour au sein de la Commission.

L'Union européenne s'est également dotée de nouveaux outils de défense commerciale, en particulier des règles anti-dumping, pour mieux faire face à la concurrence du capitalisme d'État chinois, ainsi que d'un système permettant le contrôle des investissements étrangers et la protection des actifs et infrastructures stratégiques.

- *De vrais succès économiques et de réelles fragilités*

L'économie européenne connaît en 2019 sa septième année de croissance consécutive. Dans l'Union, le taux de chômage s'établit à 6,4%, le taux le plus faible depuis 2000, et dans la zone euro, à 7,7% (chiffres [Eurostat](#), mars 2019). Certains États connaissent même une situation de plein emploi : République tchèque (1,9%), Allemagne (3,2%) et Pays-Bas (3,3%).

Le niveau de déficit et l'endettement des États sont également en baisse. Le ratio du déficit public par rapport au PIB a baissé dans l'Union de 1% en 2017 à 0,6% en 2018 et dans la zone euro de 1% à 0,5%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a reculé dans l'Union de 81,7% en 2017 à 80% en 2018 et dans la zone euro de 87,1% à 85,1% (chiffres Eurostat publiés le 23 avril).

Cependant, la sortie de la crise économique et financière des années 2008-2012 reste fragile en Europe. Les [nouvelles perspectives économiques](#) de la Commission publiées le 7 mai dernier en attestent. La Commission a identifié des risques qui pèsent sur ces perspectives comme l'adoption de mesures protectionnistes à l'échelle mondiale ou un Brexit sans accord.

En 2019, la croissance devrait être de 1,4% pour l'Union européenne et de 1,2% pour la zone euro. Pour 2020, la Commission entrevoit une reprise de la croissance à 1,6% pour l'Union et à 1,5% pour la zone euro.

Dans ses [perspectives annuelles](#) publiées en avril, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse sa prévision pour la zone euro, à 1,3% pour 2019 et 1,5% pour 2020. L'économie allemande, la première de l'Union et qui entraîne celle de ses voisins, marque, en particulier, des signes importants de ralentissement. « *La confiance des consommateurs et des entreprises s'est affaiblie, et la production automobile en Allemagne a été perturbée par l'introduction de nouvelles normes d'émissions. L'investissement en Italie a chuté tandis que les « spreads » sur la dette souveraine (l'écart de taux avec le taux de référence allemand) s'est accru. La demande externe s'est atténuée, en particulier en Asie émergente* » a expliqué le FMI, qui note également l'impact des Gilets jaunes sur la consommation intérieure en France³ et des incertitudes liées au Brexit sur l'investissement en zone euro.

Outre une croissance qui marque le pas, l'Union européenne constate encore de fortes inégalités entre États membres, en particulier en ce qui concerne les déficits, la dette et le chômage des jeunes. La convergence économique et sociale au sein de l'Union reste un problème qui se traduit notamment en termes politiques, les fragilités économiques et sociales restant les arguments privilégiés des partis protestataires, souvent eurosceptiques.

- *Un fort attachement à l'Europe mais pas à l'élection européenne*

Dans ce contexte, le sentiment pro-européen des citoyens dans les États membres reste fort malgré la progression, dans les différents scrutins nationaux, des votes recueillis par les mouvements politiques nationalistes, populistes ou extrémistes.

³ S'agissant de la France, voir le Baromètre de la confiance politique, Cevipof, février 2019.
https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/CEVIPOF_confiance_vague10-1.pdf

Selon [l'Eurobaromètre](#), publié par le Parlement européen le 25 avril, 61% des Européens estiment que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne est « une bonne chose », contre 10% qui estiment qu'elle est une « mauvaise chose » (et 27% ni l'une ni l'autre). 68% pensent que leur pays a bénéficié de l'appartenance à l'Union, contre 23% qui estiment qu'il n'en a pas bénéficié.

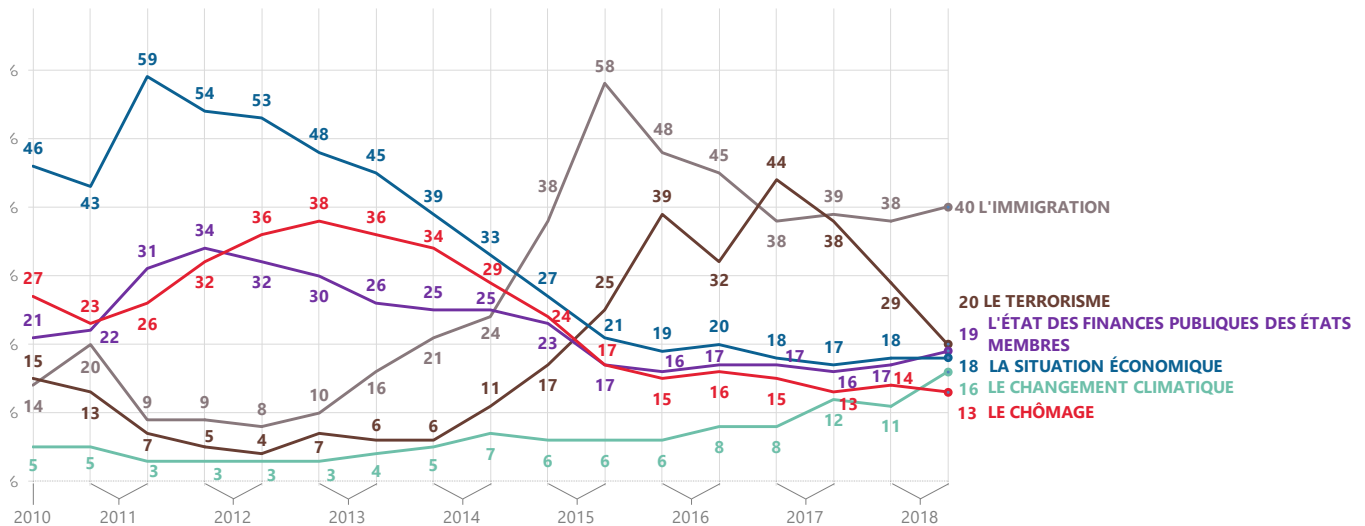
En cas de référendum dans leur pays, 68% des personnes interrogées voteraient pour rester dans l'Union européenne ... et seulement 14% pour la quitter.

Cet attachement à l'Union européenne ne traduit cependant pas un intérêt pour les élections européennes. 35% des répondants déclaraient qu'ils iront « très certainement » voter, 31% « probablement pas », et 32% étaient encore indécis. 33% d'entre eux savaient que le scrutin avait lieu en mai. 5% pouvaient citer la date exacte dans leur pays, tandis que 38% ne la connaissaient pas.

Pour les candidats ainsi que pour les gouvernements, un enjeu crucial pour assurer une participation importante des Européens au scrutin des 23-26 mai et pour assurer à terme le renforcement de la perception de l'Europe comme un projet bénéfique, est de répondre aux attentes des citoyens envers l'Union.

Les attentes des citoyens

A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face l'UE actuellement ?
(% - UE)

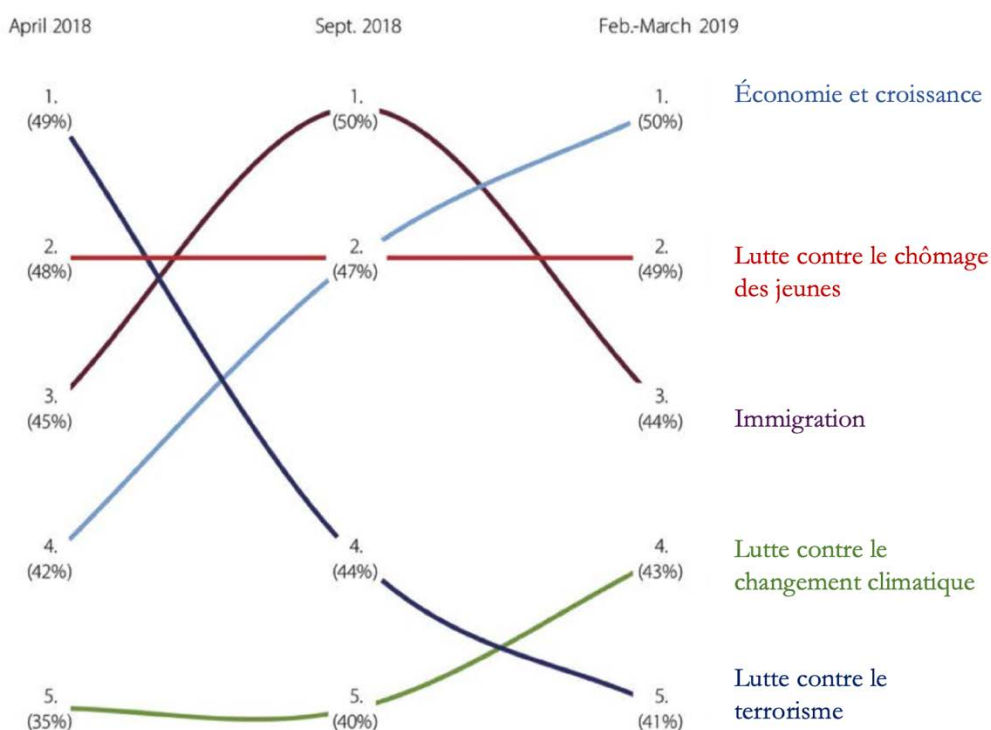


Source : Commission européenne - Eurobaromètre standard 90 - Automne

Selon [l'Eurobaromètre](#) publié fin 2018, pour la troisième fois consécutive, l'immigration reste la principale préoccupation au niveau européen : elle est mentionnée par 40% des personnes interrogées (+2 points de pourcentage par rapport au printemps 2018). Elle est deux fois plus mentionnée que le terrorisme (20%), qui conserve sa deuxième place après une troisième baisse consécutive (-9 par rapport au printemps 2018, -18 par rapport à l'automne 2017 et -24 par rapport au printemps 2017). L'état des finances publiques des États membres arrive en troisième position (19%, +2) : c'est la première fois depuis l'automne 2014 que cette préoccupation fait partie du trio de tête des préoccupations. La situation économique occupe la quatrième position (18%, sans changement) et disparaît du trio de tête pour la première fois depuis l'automne 2010. Le changement climatique, en cinquième position avec 16%, affiche la plus forte progression (+5) et atteint un nouveau record. Le chômage occupe la sixième place avec 13% (-1), son plus bas niveau depuis 2010.

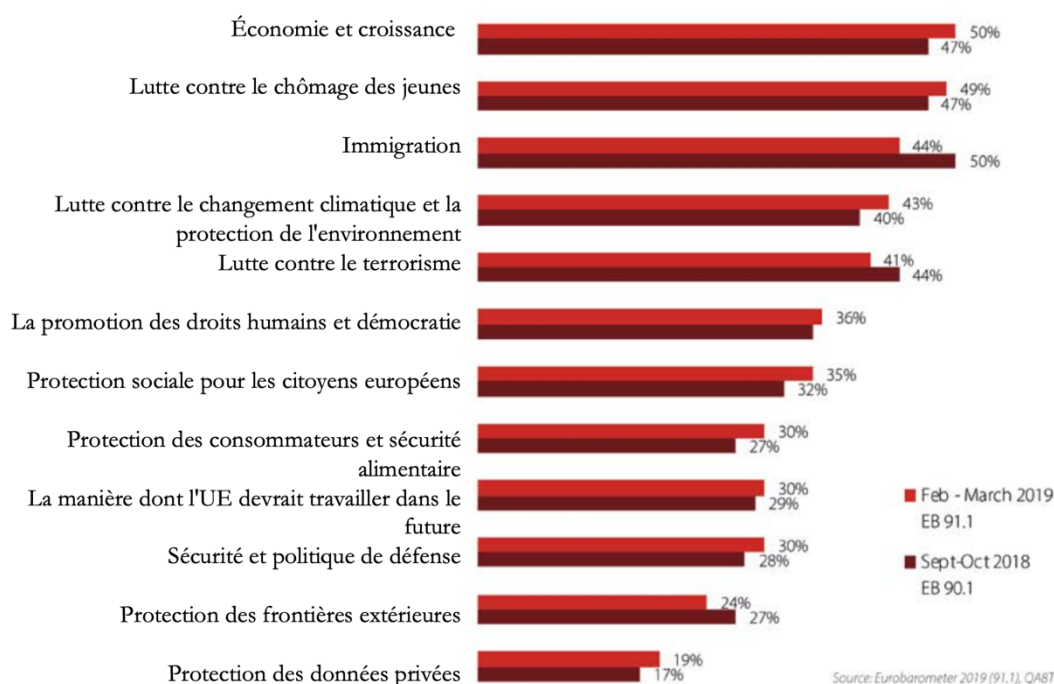
Toutefois, selon [l'étude](#) publiée en avril 2019, parmi les principaux thèmes que les citoyens européens désiraient voir débattre pendant la campagne, on note : l'économie et la croissance (50%, en hausse de 3 points), la lutte contre le chômage (49%, en hausse de 2 points), l'immigration (44%, en baisse de 6 points), la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement (43%, en hausse de 3 points), la lutte contre le terrorisme (41%, en baisse de 3 points).

Lesquelles des thèmes suivants devraient être discutés en priorité pendant la campagne électorale pour les prochaines élections européennes ? En premier ? Et ensuite ? (Max. 6 réponses) (%-UE)
Classement des meilleurs sujets de campagne sur le long terme



Source: Eurobarometer 2019 (91.1), CA8T

Lesquelles des thèmes suivants devraient être discutés en priorité pendant la campagne électorale pour les prochaines élections européennes ? En premier ? Et ensuite ? (Max. 4 réponses) (%-UE)



Des différences interétatiques et socio-économiques

Dans une étude pour la Fondation Robert Schuman, [Kantar](#) notait les fortes disparités présentes entre les États membres. « *L'économie et la croissance est la première réponse citée dans neuf pays : deux pays du Sud, Chypre (à égalité avec la lutte contre le chômage des jeunes) et le Portugal, les trois États baltes (Lettonie, Lituanie et Estonie), trois pays d'Europe centrale et orientale (Pologne, Roumanie et Bulgarie) et l'Irlande. La lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement arrivent en première position dans des pays parmi les plus riches de l'Union : les trois pays nordiques (Suède, Danemark et Finlande), les pays du Benelux (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas), et l'Allemagne. La lutte contre le chômage des jeunes est en tête dans des pays ayant très fortement souffert de la crise de 2008, la Grèce et l'Espagne, mais également en France, en Croatie et en Slovénie. La politique de sécurité et de défense, elle, apparaît dans les six premiers thèmes de campagne choisis par les citoyens de sept États membres de l'Union. Six d'entre eux partagent une proximité géographique avec la Russie : la Finlande, l'Estonie, la Pologne, le Lettonie, la Hongrie et la Lituanie. A Malte et en Italie, ainsi qu'en Hongrie et en République tchèque, l'immigration est placée en tête. En Italie, ce thème est cité à égalité avec l'économie et la croissance, et le chômage des jeunes. Enfin, les*

Slovaques privilégient la protection des consommateurs et la sécurité alimentaire en tête, tandis que les Autrichiens plébiscitent la protection sociale des citoyens ».

En ce qui concerne les différences socio-économiques, si celles-ci sont bien présentes à l'intérieur des pays, les intérêts des catégories socio-économiques nationales ne convergent pas au niveau européen : par exemple, si en Espagne le sujet de la croissance et de l'économie est cité par 66% des cadres, contre 64% de l'ensemble des répondants, ce n'est pas le cas de l'Italie où seuls 45% des cadres ont mentionné le sujet. De la même manière, si le sujet de la migration est débattu en France selon un clivage politique gauche-droite traditionnel, ce n'est pas le cas en Italie et en Espagne.

Par ailleurs, la lutte contre le changement climatique est le sujet qui transcende les frontières et les générations, préoccupant de la même manière les mêmes catégories socio-économiques.

Les disparités sont également perceptibles dans les réponses collectées auprès de nos correspondants : dans la majorité des pays, les préoccupations nationales monopolisent la campagne européenne.

Par exemple, en Bulgarie, le débat est marqué par les scandales de corruption, la pauvreté, les questions sociales et d'inégalité, des thématiques identitaires et nationalistes – contre l'accueil de migrants, contre les « menaces contre la culture et l'identité orthodoxe chrétienne » qui découleraient de certains engagements européens ou internationaux du pays.

C'est également le cas de la Lituanie – le jour des élections, les Lituaniens voteront également pour élire leur président, ce qui transforme le scrutin européen en un scrutin avec un caractère éminemment national.

En Belgique, les deux chambres du Parlement fédéral ainsi que les trois Parlements régionaux seront renouvelés le jour du scrutin européen, faisant passer la dimension européenne de la campagne au second plan.

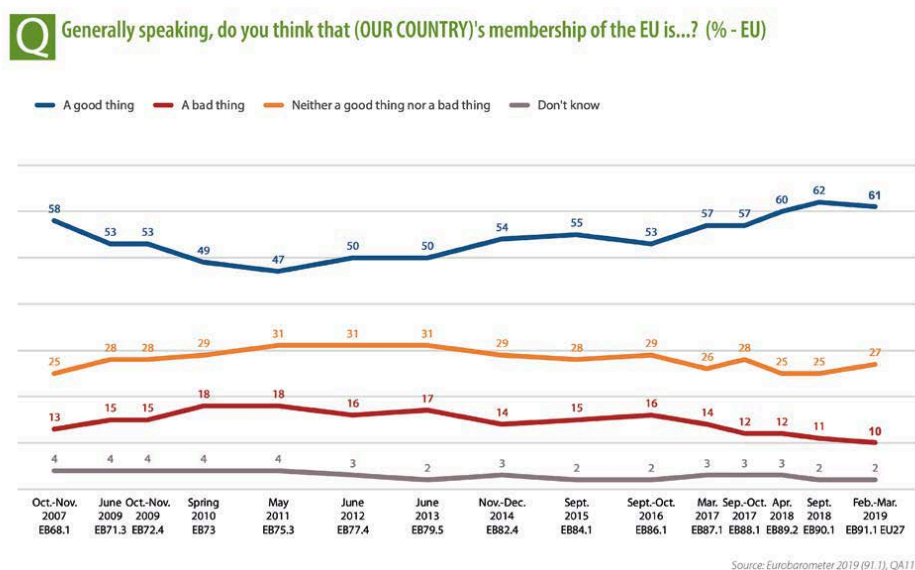
En Croatie, le clivage politique droite-gauche donne la tonalité des attentes : les socialistes abordent surtout les questions sociales (salaires/pensions minimales), le parti HDZ (centre droit) au pouvoir traite surtout les questions sécuritaires ou liées à la zone euro et à la croissance économique.

À l'autre extrémité du continent, en Irlande, le Brexit a été la principale préoccupation au cours des derniers mois et le fait de continuer à faire partie de l'Union européenne s'est révélé de plus en plus important.

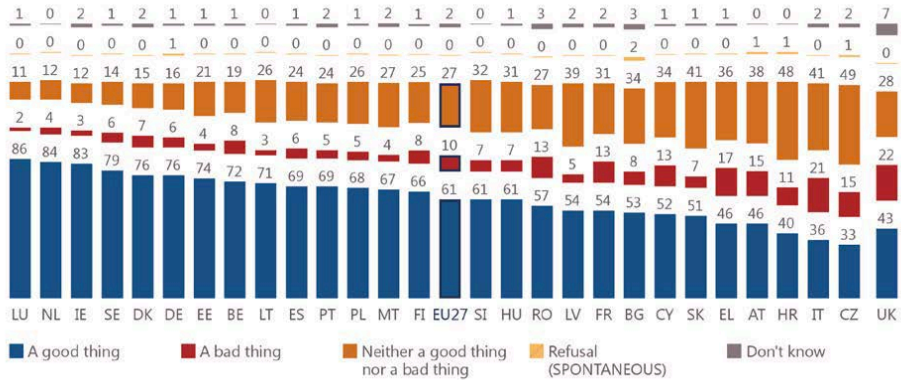
1 – Un niveau record de soutien au projet européen

- L'appartenance à l'Union

À la veille des élections européennes, le taux de soutien des citoyens européens à l'Union a retrouvé son niveau record des années 1990, après la chute du communisme dans l'Est de l'Europe selon une étude [Eurobaromètre](#) numéro 91.1 d'avril 2019 pour le Parlement européen : 61% des personnes interrogées dans les 27 Etats membres (Royaume-Uni excepté) déclarent que l'adhésion de leur pays à l'Union européenne est une bonne chose (86% au Luxembourg, 84% aux Pays-Bas, 83% en Irlande, 54% en France et ... 36% en Italie).



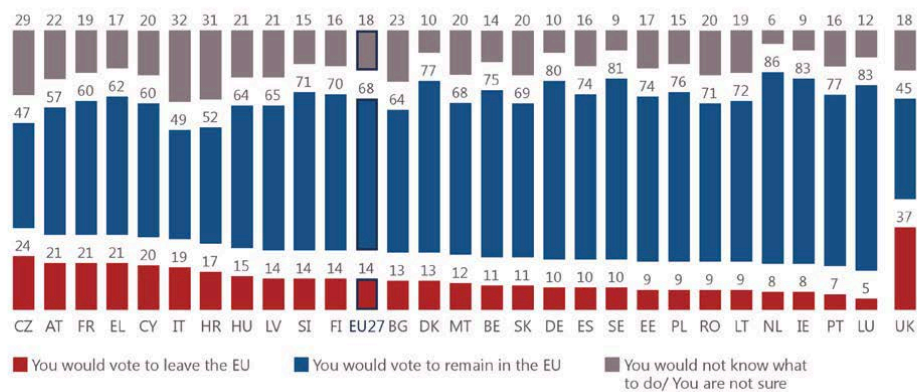
Q Generally speaking, do you think that (OUR COUNTRY)'s membership of the EU is...? (% - EU)



Source: Eurobarometer 2019 (91.1), QA11

Ces chiffres contrastent notamment avec ceux de 2014, où seuls 32% des répondants affirmaient leur confiance dans l'Union européenne. De plus, près de sept Européens sur dix (68 %) déclarent que si un référendum sur l'appartenance de leur pays à l'Union européenne était organisé, ils voteraient pour rester dans l'Union.

Q If a referendum was held tomorrow regarding (OUR COUNTRY)'s membership of the EU, how would you vote? (%)



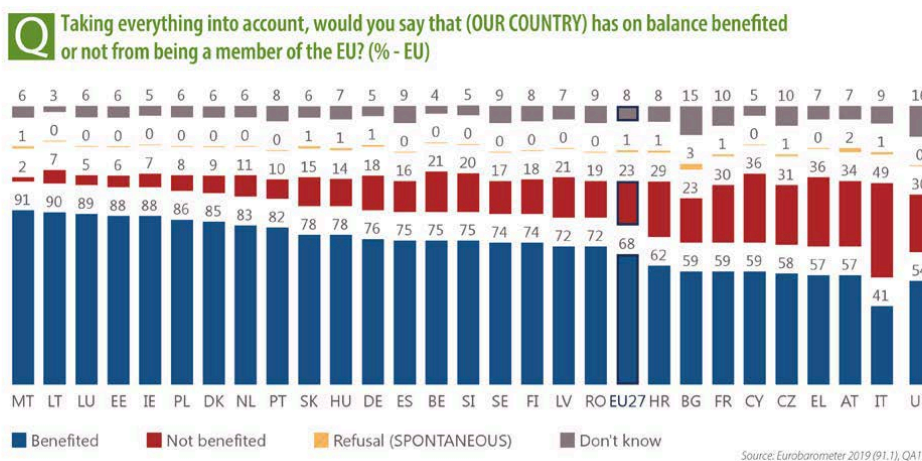
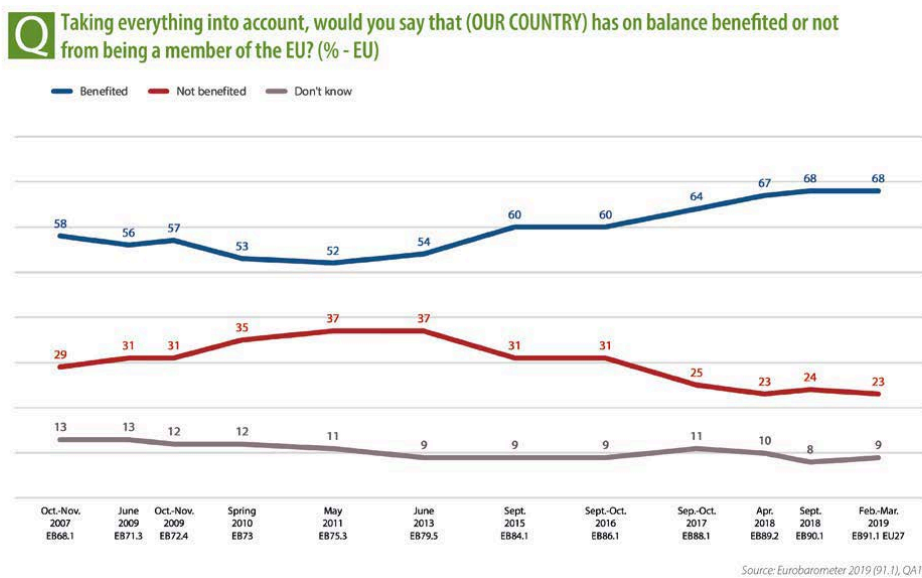
Source: Eurobarometer 2019 (91.1), QA3s

Dans neuf États membres, y compris en Pologne, 75% des répondants voteraient en faveur du maintien de leur pays dans l'Union. Dans deux États, toutefois, le vote en faveur du maintien dans l'Union serait inférieur à 50% : l'Italie (49%) et la République tchèque (47%). Cela s'explique par une forte proportion d'indécis : 32% en Italie et 29% en République tchèque.

A noter une forte disparité entre la France et l'Allemagne : tandis que 80% des Allemands voteraient pour rester dans l'Union européenne, ils seraient 60% en France (contre 21%).

- *Le bénéfice de l'appartenance à l'Union*

68% des Européens estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union (91% à Malte, 90% en Lituanie, 89% au Luxembourg, 59% en France et ... 41% en Italie)⁴.



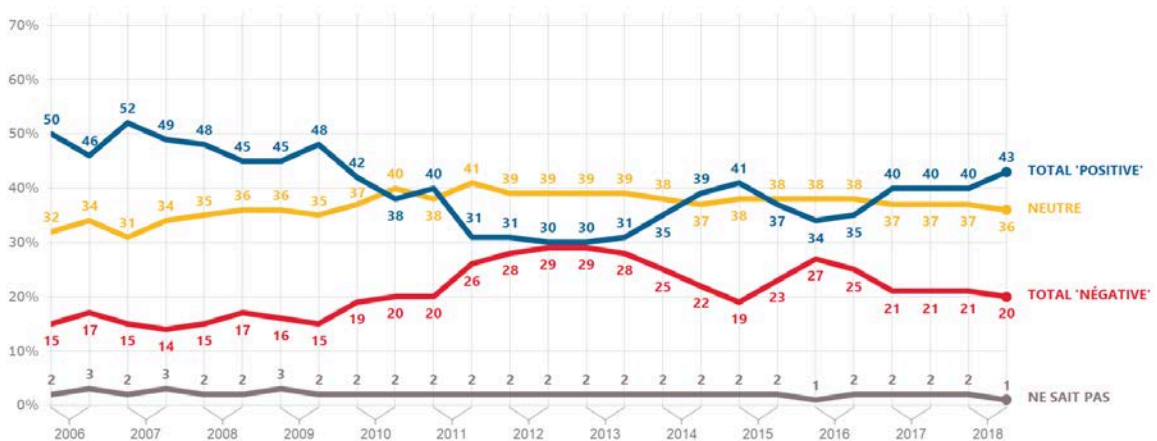
⁴ Eurobaromètre 91.1 d'avril 2019

Une autre tendance positive, qui atteint un niveau historique, concerne le poids que les citoyens estiment avoir dans les débats : 51% déclarent que leur voix compte au sein de l'Union européenne (contre 48% en septembre 2018 et 37% en 2014), avec de fortes différences entre les pays : 88% en Suède, 22% en Grèce, en Estonie et en République tchèque.

Néanmoins, 50% (66% en France, soit le même taux que la Grèce) des répondants pensent que l'Union ne va pas dans la bonne direction (une augmentation de 3 points par rapport à 2014, quand 53% des citoyens se déclaraient optimistes par rapport à l'avenir de l'Union).

De plus, plus de quatre Européens sur dix ont une image positive de l'Union européenne (43%). Cette proportion a progressé de 3 points de pourcentage et atteint son plus haut niveau depuis l'automne 2009 (où elle était de 48%). Plus d'un tiers des personnes interrogées ont une image neutre de l'Union (36%, -1 point de pourcentage par rapport au printemps 2018), tandis qu'un cinquième en ont une image négative (20%, -1).

D78 En général, l'image que vous avez de l'UE est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ? (% - UE)



Source : Eurobaromètre standard 90 novembre 2018

Les attentes des citoyens peuvent être saisies à travers leurs préoccupations exprimées à deux niveaux différents : européen et national. Ainsi, l'évolution des opinions depuis les dernières élections européennes de 2014 a une pertinence particulière, mettant en lumière la perception des citoyens sur les compétences de l'Union et les domaines où ils attendent qu'elle agisse :

- « la libre circulation des citoyens de l'Union européenne qui peuvent vivre, travailler, étudier et faire des affaires partout dans l'Union européenne » (83%)
- « une politique de sécurité et de défense commune des États membres de l'Union européenne » (76%).
- « une politique énergétique commune des États membres de l'Union européenne » (74%, +1)
- « une politique commerciale commune de l'Union européenne » (71%)
- « une politique européenne commune en matière de migration » (69%),
- « une politique étrangère commune aux 28 États membres de l'Union européenne » (65%).
- « un marché numérique unique au sein de l'UE » (63%) et
- « une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro » (62%).

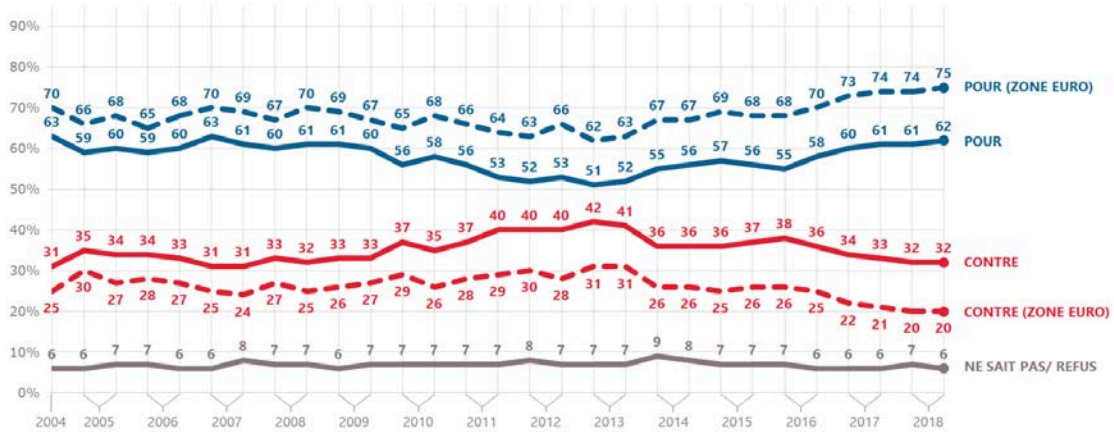
L'Euro, plébiscité comme jamais

En 2014, la confiance dans la monnaie unique enregistrait une tendance à l'érosion, tandis qu'un peu plus de la moitié des Européens (51%) approuvaient l'union économique et monétaire.

En 2019, selon l'Eurobaromètre, la confiance atteint des niveaux historiques : 75% se prononcent en faveur de l'union économique et monétaire (67% en Grèce) et 62% déclarent soutenir l'euro, avec une opposition qui reste stable à 32%. C'est

sans doute l'une des raisons pour lesquelles certains partis politiques de pays membres de la zone euro (RN en France, Lega en Italie) qui faisaient jusqu'à présent campagne contre l'euro sont revenus sur leur volonté affichée d'en sortir et n'évoquent dorénavant plus ce point dans leurs programmes électoraux.

QA15.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.
Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro (% - UE)



Source : Eurobaromètre standard 90 novembre 2018

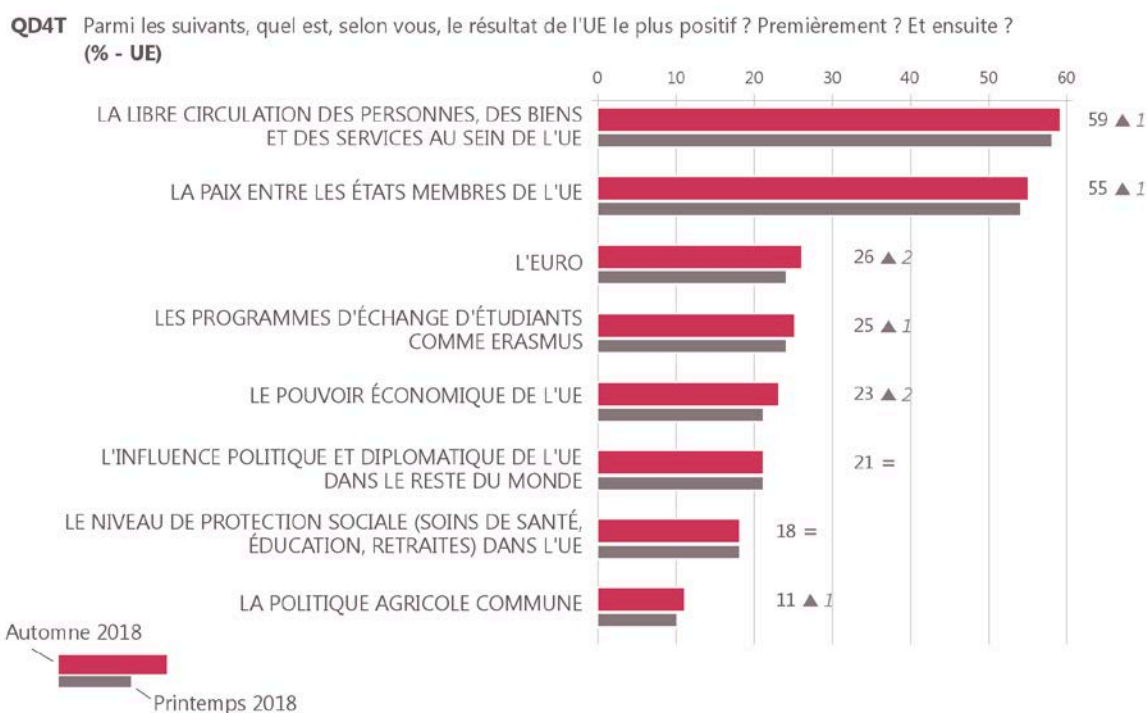
On observe que les pays où le taux de soutien est le plus faible (Pologne, 32% ; République tchèque, 21%) sont des pays hors zone euro, dont les gouvernements ont des positions critiques envers la monnaie unique.

En République tchèque, le débat existe de longue date. Ainsi, en 2016, Andrej Babis (devenu depuis lors Premier ministre) déclarait : « *Tout le monde sait que c'est la faillite. C'est une question de souveraineté. Je veux la couronne tchèque, et une banque centrale indépendante* ».

En Pologne, 50 % des citoyens seraient contre l'adoption de l'euro, et 37% estiment qu'il est peu probable que leur pays n'adopte jamais la monnaie commune. Jaroslaw Kaczynski, chef du parti Droit et justice (PiS), a fait du maintien de la monnaie nationale, le Zloty, l'un des principaux sujets de campagne.

Un attachement aux acquis : la paix toujours

La « libre circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'Union européenne » et « la paix entre les États membres de l'Union européenne » sont les deux acquis classés parmi les plus grandes réussites de l'Union, cités respectivement par 59% des répondants et 55%.



Source : Eurobaromètre standard 90 novembre 2018

Dans l'étude de YouGov⁵, la paix est citée, en tête des valeurs que l'Union défend à l'heure actuelle, par 35% des répondants, au même niveau que la démocratie et les droits de l'Homme, bien devant la prospérité et la réussite économique, citée par 25% des citoyens.

De plus, la sécurité et la paix apparaissent parmi les questions perçues comme les plus difficiles pour l'avenir de l'Union, évoquées par 23% des personnes interrogées.

⁵ Enquête internationale LENA – YOUGov. mai 2019

2 – Des inquiétudes très marquées

- *Pessimisme envers l'avenir et désintérêt envers les élections*

L'ambivalence des sentiments des citoyens trouve aussi son explication dans l'imbrication entre un jugement global positif sur la construction européenne et une insatisfaction à l'égard de son fonctionnement, attisée soit par le pouvoir national en place, soit par une vive protestation envers ... la gouvernance nationale.

Ce paradoxe se retrouve au sein de certains Etats membres. C'est le cas par exemple en Hongrie où le parti du Premier ministre Viktor Orban, (FIDESZ) est crédité de 53-55% des voix lors du scrutin européen, en Italie où la Ligue de Matteo Salvini est créditée de 31-32% et le M5S de Luigi di Maio de 22-23% et ... au Royaume-Uni où le parti du Brexit, nouvellement créé et conduit par Nigel Farage, caracole en tête de sondages avec 33%.

En Pologne, le parti au pouvoir (PiS) est certes crédité de 38% mais il est talonné par la coalition européenne (KE) créditée de ...37%, ce qui pourrait remettre en cause la domination du PiS à l'approche des élections parlementaires (Sejm et Sénat) prévues à l'automne prochain. A noter que Donald Tusk, président du Conseil européen et ancien Premier ministre de Pologne, fait ouvertement campagne dans son pays en faveur de l'Europe.

En France, le Rassemblement national (RN), déjà arrivé en tête lors des élections européennes en 2014, pourrait l'être de nouveau avec 22-23% mais la République en marche (LREM) suit de très près avec 21-22%.

En Roumanie, le Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir est en tête dans les sondages, crédité de 27% des intentions de vote, presque à égalité avec le Parti

national libéral PNL (26%). Dans ces trois derniers cas, la différence entre les partis se situe dans la marge d'erreur des sondages.

Pour motiver les électeurs à voter lors du scrutin européen, plusieurs pays l'ont couplé avec un autre scrutin.

Ainsi, le Président roumain Klaus Iohannis (PPE) a convoqué un référendum contre les atteintes à l'indépendance de la justice par le gouvernement depuis deux ans. Il bénéficie d'un fort soutien dans l'opinion : selon une étude de INSCOP, 59% des répondants approuvent la convocation du vote. La Lituanie votera pour son futur Président de la République (2^e tour de scrutin). Les Espagnols voteront aussi pour des élections régionales et municipales. Enfin, en Belgique, les électeurs voteront à la fois pour leurs parlements régionaux et leur Parlement fédéral.

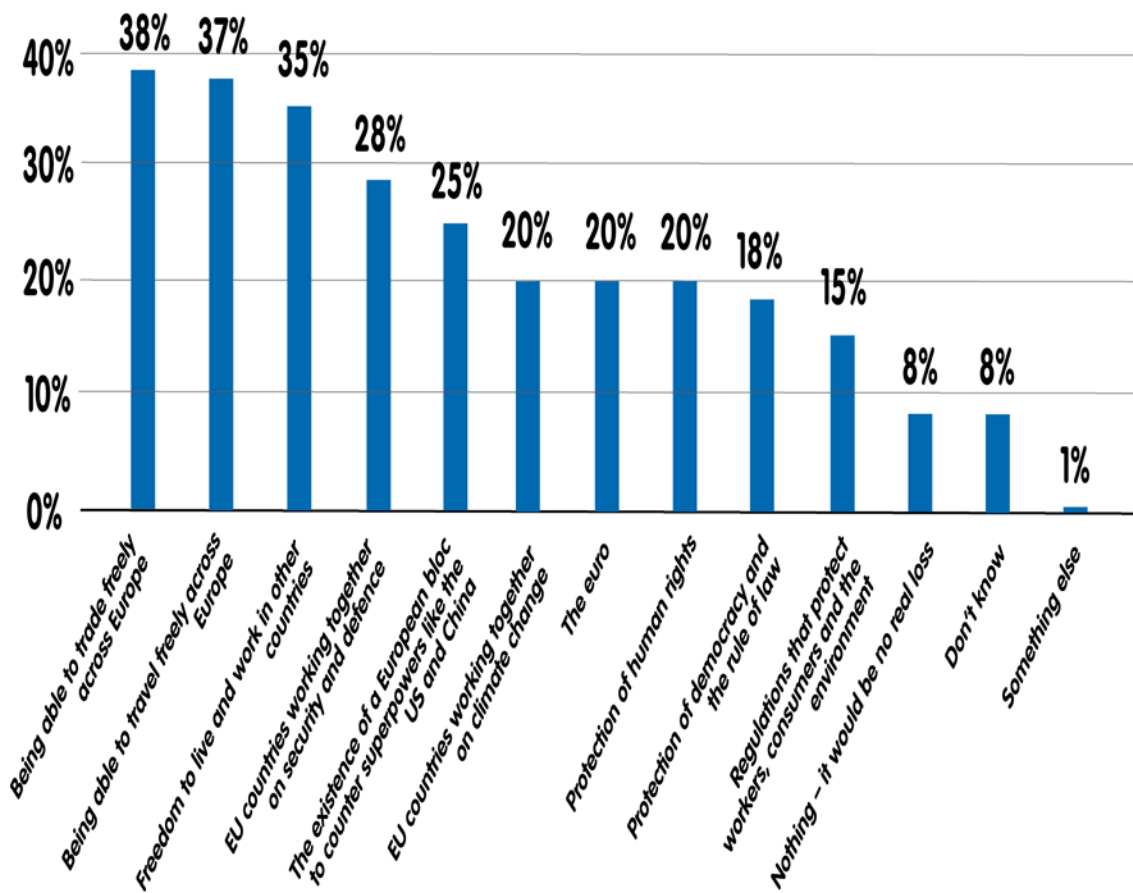
- Préoccupations géopolitiques globales

L'étude réalisée par l'institut britannique YouGov pour le compte du European Council on Foreign Relations ([ECFR](#)) montre que « *Le soutien pour l'appartenance à l'Union européenne n'a jamais été aussi élevé depuis 1983, mais une majorité d'électeurs craint sa disparition* ». Une majorité des électeurs pense « *que le projet européen pourrait s'effondrer dans les 10 à 20 prochaines années* » : 58% en France, 57% en Italie et en Pologne, 50% en Allemagne et 40 % en Espagne.

If the European Union were to fall apart, what would be the biggest loss?



■ Average across countries in study*



*Austria, Czech Republic, Denmark, France, Germany, Greece, Hungary, Italy, Netherlands, Poland, Romania, Slovakia, Spain, Sweden

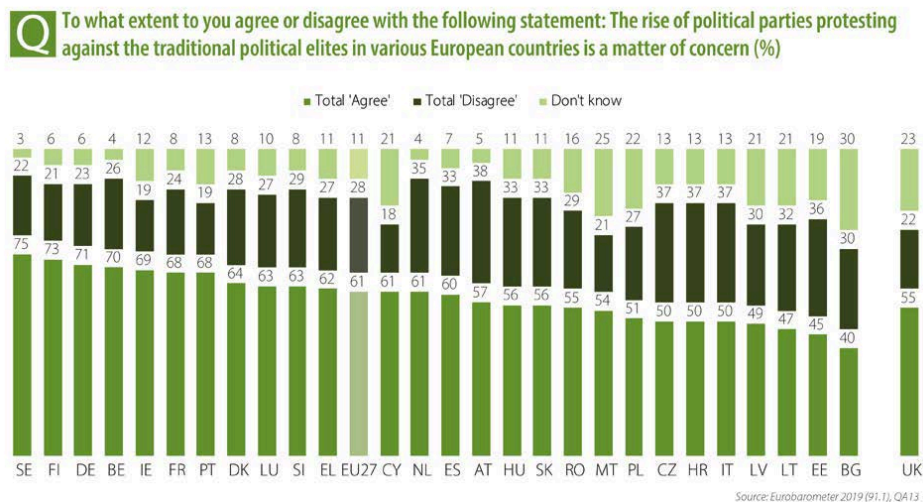
28% des répondants considèrent qu'une guerre entre les États membres est une possibilité réelle (avec le taux le plus élevé enregistré en Roumanie et aux Pays-Bas, 51% des répondants pour la tranche d'âge 18-24 ans).

En Hongrie, où seules 635 demandes d’asile ont été enregistrées en 2018, soit 0,1% du total de l’Union (comparé à 3 115 en 2017, 0,5% du total européen), la migration arrive en tête des préoccupations nationales et européennes, citée par 54% des répondants en novembre 2018.

On remarque ainsi que la propagation de thèmes dramatisant les enjeux joue un rôle important dans la formation des opinions et, par conséquent, des comportements électoraux. Ce fut déjà le cas lors de la campagne pour le Brexit : à l’ère des *fake news* et de la post-vérité, les émotions, plus que les faits, déterminent souvent les choix des citoyens.

- *Angoisses internes, inquiétudes envers la montée du populisme*

Selon l’Eurobaromètre, 61% des répondants pensent que les partis protestataires ne sont pas la réponse aux défis à affronter et que leur popularité constitue même un sujet de préoccupation supplémentaire.



La tendance est confirmée par l’étude YouGov pour LENA [publiée](#) en mai : 53% des citoyens sont d’accord pour dire que la montée des partis populistes en Europe est une menace pour le fonctionnement de l’Union européenne. On observe notamment que dans les pays où les mouvements nationalistes ont enregistré le

plus de progrès et dont les gouvernants contestent l'action des institutions européennes et leurs politiques, le taux de soutien à l'Union se situe au-dessus de la moyenne européenne (Hongrie, 61% ; Pologne, 68%).

Les élections européennes du mois de mai 2019 marquent ainsi un tournant dans les revendications des partis nationalistes et antisystème. Si leurs discours se caractérisaient jusqu'ici par un rejet global de la construction européenne et allaient parfois jusqu'à souhaiter sa suppression, ils en acceptent désormais le principe.⁶

Mais ils en contestent les politiques : « *Les Hongrois, qui défendent l'Europe depuis mille ans, veulent l'Union européenne, mais ils en ont assez de la manière dont les choses sont gérées à Bruxelles et ils veulent un changement* », a ainsi déclaré le Premier ministre hongrois Viktor Orbán (PPE) lors du lancement de la campagne de son parti, le Fidesz, pour les élections européennes.

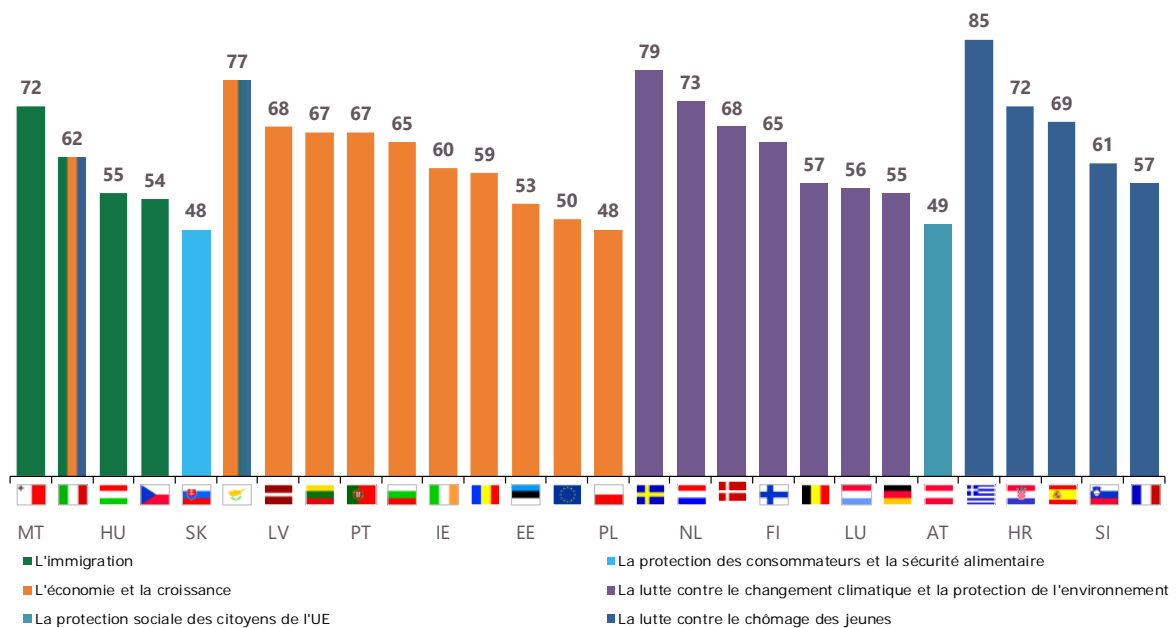
⁶ Voir notamment le revirement du Rassemblement national (ENL) en France ou des deux partis de la coalition gouvernementale en Italie, Lega (ENL) et M5S (ELDD), qui ne veulent plus ni sortir de l'Union européenne, ni de la zone euro

3 - De fortes attentes de politiques européennes efficaces

Avant les élections européennes de 2014, les principaux défis évoqués par les Européens étaient la situation économique (45%), le chômage (36%), l'état des finances publiques (26%) et l'immigration (16%). Plusieurs évolutions peuvent être constatées :

- L'impact de la crise migratoire de 2015 a profondément marqué l'opinion publique européenne, faisant du sujet le principal défi à relever, mais cette importance commence à décroître ;
- Le poids de plus en plus important que les Européens accordent à la lutte contre le changement climatique ;
- L'économie figure de manière constante parmi les principales préoccupations des citoyens lorsqu'ils sont interrogés sur la dimension européenne.

QA10T - Parmi les thèmes suivants, quels sont ceux qui devraient être discutés en priorité lors de la campagne électorale pour les prochaines élections du Parlement européen ? En premier ? Et ensuite ?



Source : Parlement européen - Eurobaromètre 91 - Printemps 2019

- *L'immigration en recul mais toujours en tête*

L'immigration arrive en première position des principales préoccupations au niveau européen, dans 21 États membres (38%), en recul toutefois par rapport à mars 2018, lorsque l'immigration arrivait en tête dans 26 États membres. Suivent le terrorisme (29%), la situation économique (18%), la situation des finances publiques dans les États (17%, en recul de 1% par rapport à novembre 2018), le changement climatique (16%).⁷

On remarque ainsi que, compte tenu de la réduction progressive et régulière du nombre de [demandes d'asile](#) enregistrées dans l'Union et retombées à leur niveau d'avant la crise migratoire à 580 000 en 2018 (contre 1 265 600 en 2015), la migration est devenue un sujet moins important.

En matière de politique migratoire, l'Union est très critiquée : un sondage, effectué en mars 2019 dans 10 États membres (Pologne, Espagne, Allemagne, Pays-Bas, France, Suède, Italie, Hongrie, Royaume-Uni, Grèce) par le [Pew Research Center](#) sur l'opinion publique européenne, montre que la majorité des répondants n'est pas d'accord avec la manière dont l'Union européenne gère la question.

D'ailleurs, seuls 23% se disent favorables à une politique européenne en ce domaine. Il n'y a qu'aux Pays-Bas où plus d'un tiers des citoyens sont favorables à la politique menée par l'Union. En Italie, en Hongrie, en Suède et en Grèce, moins d'une personne sur cinq soutient l'approche européenne.

52% des citoyens européens interrogés estiment que l'Union européenne devrait augmenter ses investissements en Afrique et au Moyen Orient pour réduire l'immigration.

⁷ Eurobaromètre 90, Commission européenne, automne 2018.

En matière d'intégration des étrangers, on observe que les pays caractérisés par un taux élevé d'arrivées de migrants plaident pour une gestion au niveau européen - 26% en Italie et 20% en Espagne, contre 9% en Hongrie.

- *La sécurité – la Défense – le Terrorisme*

47% des citoyens estiment que l'Union a besoin de sa propre armée pour faire face aux enjeux de demain, 53% qu'elle a besoin d'une politique étrangère indépendante, 55% qu'elle doit prendre ses responsabilités et sécuriser les frontières extérieures de l'Union à la place des États membres.

L'étude YouGov, réalisée dans 8 États membres (Belgique, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Pologne, Espagne, Suède), met en évidence des disparités entre les pays et des lignes de fracture internes.

Seuls 16% des Polonais pensent que c'est uniquement l'Union qui devrait gérer la politique étrangère et de défense. Sur la même question, la position des Allemands est nettement plus allante, 27% des répondants se déclarant favorables. En France, les réponses sont plus mitigées, avec 20% des citoyens en faveur d'une gestion européenne, et 20% en faveur d'une gestion par l'État.

Les citoyens réclament pour la plupart la mise en place d'une politique étrangère et d'une politique de défense communes. La Russie, la Chine et les États-Unis sont souvent mentionnés, notamment en ce qui concerne le commerce et la cybersécurité. Les citoyens aspirent à ce que l'Europe soit un acteur incontournable sur la scène internationale.

Les demandes précises se cristallisent autour :

- d'une plus grande unité en matière de politique étrangère. Le sentiment dominant est qu'en matière de politique extérieure, l'Union manque d'efficacité et de crédibilité ;

- d'une insertion des normes sociales et environnementales dans les accords de libre-échange avec les pays tiers ;
- d'un soutien au développement du continent africain (à travers de l'aide au développement, des investissements et du commerce) afin d'adresser les causes profondes de la migration. L'amélioration de la coopération, à la fois avec les pays d'origine et de transit pour faciliter les retours, apparaît aussi parmi les demandes des Européens.
- d'affirmation de l'Union européenne comme un leader mondial en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de développement durable.

Le rapport établi par le Conseil le 3 décembre 2018 note également une attente de la part des citoyens d'une construction plus volontariste d'une identité européenne : *« Afin de renforcer le sentiment d'appartenance, se font parfois entendre, dans certains États membres, des appels à intensifier les efforts visant à promouvoir l'élaboration d'une "identité européenne" commune, qui, selon de nombreux citoyens, constitue aujourd'hui davantage une aspiration qu'une réalité. La mobilité et les échanges, particulièrement en ce qui concerne les jeunes, sont considérés comme essentiels pour mener à bien ce processus. »*

- *L'économie toujours*

Le ralentissement économique au niveau mondial (selon l'OCDE, le PIB mondial progresserait de 3,3% en 2019, comparé à 3,7% en 2018) commence à être ressenti : parmi les raisons de voter évoquées, l'économie et la croissance arrivent de nouveau en première position (50%, contre 47% en septembre 2018), suivies par le chômage des jeunes (49% contre 47% en septembre 2018).

À noter qu'au premier trimestre de 2019, la zone euro a enregistré une croissance de 0,4%.

Au niveau national, en septembre 2018, les principales préoccupations des citoyens tournaient autour du chômage (23%), en première position dans 6 États membres, et l'augmentation des prix/l'inflation/le coût de la vie, (21%) contre 17% en mars 2018.

La sécurité sociale arrivait en première position dans 9 États membres.

Par rapport à [l'Eurobaromètre](#) réalisé il y a 5 ans en décembre 2013, les principales préoccupations demeurent les mêmes : ainsi, le chômage arrivait en tête, évoqué par 49% des répondants, suivi par la situation économique (33%), la hausse des prix (20%,) et la dette publique (14%).

Les attentes issues des [1 261 dialogues citoyens](#) organisés dans toute l'Union s'articulent autour de la recherche et de l'innovation, de l'accès aux financements, de la liberté de mouvement et du marché unique. On note une demande d'approfondissement de l'Union économique et monétaire (UEM), de convergence économique et sociale, de promotion d'un modèle économique durable. Plus précisément, les citoyens demandent plus de mesures pour empêcher de futures crises.

Concernant l'adoption du prochain cadre financier pluriannuel, les citoyens s'inquiètent d'éventuelles réductions en matière de politique agricole et de cohésion.

Il convient de noter la mention spécifique et récurrente de l'innovation, avec plusieurs demandes précises concernant le numérique, notamment :

- Prendre des mesures en faveur d'une gouvernance électronique ;
- Encourager l'alphabétisation numérique et la maîtrise des nouvelles technologies ;

- Stimuler l'innovation numérique – à travers des investissements dans la recherche, surtout dans le secteur de l'intelligence artificielle ;
- et offrir du soutien aux petites et moyennes entreprises pour stimuler la compétitivité.

En ce qui concerne la fiscalité, on peut remarquer le maintien de la dichotomie échelle nationale/échelle européenne : s'il y a des voix qui estiment que l'Union doit agir en matière d'imposition des géants du numérique (par exemple les GAFAM), allant jusqu'à une harmonisation des politiques fiscales, une partie des citoyens estiment néanmoins que la fiscalité doit rester une compétence nationale. Ils redoutent toutefois la concurrence fiscale entre Etats membres.

L'Union a le soutien des citoyens en matière de politique sociale : 56% sont d'accord pour dire qu'elle doit se concentrer sur la politique sociale pour réduire les différences de conditions de vie entre les États membres. Seuls 20% sont d'accord pour affirmer que l'Union devrait lever elle-même les impôts pour garantir son budget, même si 45% pensent que l'Union a besoin de mécanismes contraignants de solidarité économique et financière entre États membres.

La préoccupation face au manque de convergence sociale et des niveaux de vie entre États membres est donc forte. Mais là encore, on note une dichotomie entre le souhait de développement d'une « Europe sociale » et le maintien des systèmes nationaux.

Si l'Europe devait agir, ce serait pour lutter contre la pauvreté, l'exclusion sociale, le chômage, la discrimination et pour la protection des droits des travailleurs. L'égalité hommes/femmes sur le marché du travail ainsi que la réduction de l'écart salarial entre hommes et femmes font aussi partie des préoccupations récurrentes des citoyens.

- *L'irruption d'une forte demande de protection de l'environnement*

La lutte contre le changement climatique compte désormais parmi les principales préoccupations des Européens. Les demandes des citoyens concernent principalement la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des émissions toxiques et polluantes, l'encouragement du développement des énergies renouvelables, la réduction des déchets (notamment plastiques) et la réduction des pesticides. Plus précisément, on remarque des demandes spécifiques :

- une meilleure supervision de la mise en œuvre des législations par les États membres ;
- l'encouragement de l'économie circulaire et le recyclage valorisant ;
- la protection des paysages ruraux et la réduction des disparités entre les zones rurales et les zones urbaines ;
- l'organisation de débats et de consultations sur la manière dont certaines politiques environnementales affectent la vie des citoyens ;
- l'affectation d'une part importante du prochain cadre financier pluriannuel à des actions environnementales.

En Allemagne, selon un sondage [ARD-EuropaTrend](#) publié le 16 mai, le climat est cité comme un « sujet important dans le choix électoral » par 48% des répondants – une hausse de 28 points par rapport à la même enquête en 2014 lors des précédentes élections européennes.

On note également qu'en ce qui concerne la politique énergétique, l'Italie (24%), l'Espagne (22%), la France (20%) et l'Allemagne (19%) sont favorables à une gestion uniquement européenne.

Ces préoccupations ont déjà poussé l'Union européenne à réagir dans la lutte contre le changement climatique : outre les objectifs de réduction des émissions de

gaz à effet de serre fixés pour les États membres, une partie importante des fonds structurels européens et des crédits d'investissement sont dédiés à la transition énergétique, notamment la production d'énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les entreprises, les bâtiments publics et le logement, la mise en place de stratégies bas carbone dans les zones urbaines et le développement de transports urbains propres.

Dans le prochain cadre budgétaire pluriannuel (CFP) de l'Union, la Commission souhaite que les fonds dédiés à l'action pour le climat passent de 20% à 25% du budget européen.

Conclusion

Dans le contexte d'incertitude qui prévaut dans cette campagne électorale européenne et sur le fond d'une confiance retrouvée des citoyens dans la construction européenne et dans la monnaie unique qui atteint des niveaux historiques, l'Union doit offrir des résultats concrets et, surtout, continuer à assurer les deux acquis les plus précieux aux yeux des Européens : la paix et la libre circulation.

Comme le montrent les sondages analysés dans cette étude, les Européens acceptent que soient confiées de plus en plus de compétences à l'Union européenne : de la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, à la politique étrangère et la défense et au numérique, l'Union doit se saisir de ce qui intéresse les citoyens pour relance le projet européen et faire face à de nouveaux défis tant internes qu'externes.

En un mot, le thème de *L'Europe qui protège* reste prépondérant en 2019. Dans un contexte international de plus en plus incertain, les Européens attendent de l'Union des réponses concrètes.

- Une Europe qui protège
- Relever le défi migratoire
- Une économie dynamique
- Lutter contre le changement climatique, protéger l'environnement
- Une Europe des valeurs
- Une perspective pour la jeune génération
- Une Europe plus forte sur la scène internationale.

Ils estiment que l'action de l'Europe est primordiale pour l'avenir concernant :

- la protection de l'environnement : 25% en moyenne (30% en Allemagne et 32% en Italie) des répondants estiment que c'est uniquement l'Union européenne qui devrait être responsable des décisions,
- la protection contre le crime organisé et le terrorisme (20%) ;
- la définition d'une politique étrangère et de défense commune (19%).

Ils estiment que l'Europe est le bon niveau pour assurer une meilleure protection des frontières et ils ont souvent mentionné le besoin d'une politique commune en matière d'asile, afin de mettre fin à l'immigration irrégulière ; la mise en place d'actions concrètes pour ne plus connaître de tragédies humaines en mer Méditerranée, l'intégration des migrants et le renforcement de la solidarité entre les États membres.

Ils souhaitent plus de coopération en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, en matière de cybersécurité et de protection des données.

La lutte contre la désinformation apparaît enfin comme une nouvelle préoccupation.

Tous ces sujets ont commencé à être débattus à [Sibiu](#) le 9 mai pour imaginer l'avenir de l'Europe et répondre aux attentes des citoyens.

FONDATION ROBERT SCHUMAN

www.robert-schuman.eu

29, boulevard Raspail 75007 Paris
Tél. : +33 (0)1 53 63 83 00
info@robert-schuman.eu

11 rue d'Egmont B-1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 502 47 13
bruxelles@robert-schuman.eu



[@robert_schuman](https://twitter.com/robert_schuman) • Appli



[Fondation Robert Schuman](https://www.fondation-robert-schuman.eu)



<https://www.facebook.com/robertschuman.frs>



<https://www.linkedin.com/company/fondation-robert-schuman>